

## Causes profondes des conflits en Afrique

L'Afrique a connu des mutations significatives depuis la décolonisation, au début des années 1960. Un nouveau processus de changement a débuté avec la fin de la guerre froide, et la « vague de démocratisation » du début des années 1990 a effectivement donné lieu à quelques expériences réussies, tout en maintenant en place plusieurs régimes dictatoriaux. Les périodes de changement ont également été des périodes de turbulences et de conflits violents. Comme le fait observer M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies :

Depuis 1970, il y a eu sur le continent africain plus de 30 guerres, qui dans leur vaste majorité ont eu pour origine des conflits internes. En 1996 seulement, 14 des 53 pays d'Afrique ont connu des conflits armés, responsables de plus de la moitié de tous les décès causés par des conflits dans le monde entier et provoquant plus de 8 millions de réfugiés et de personnes déplacées. Les conséquences de ces conflits ont très gravement compromis les efforts faits par l'Afrique pour garantir à long terme la stabilité, la prospérité et la paix<sup>2</sup>.

Si on le compare à ce sombre tableau de l'Afrique du milieu des années 1990, le début du nouveau millénaire est un peu plus positif. Il y a moins de grands conflits armés dans le monde aujourd'hui qu'à la fin des années 1990 (on en comptait 21 en 2002, soit le chiffre le plus bas depuis 1998), mais l'Afrique reste (avec l'Asie) l'un des continents où les conflits armés sont les plus nombreux<sup>3</sup>. Malgré la fin de la guerre en Angola et les progrès réalisés dans le cadre des

pourparlers de paix au Soudan (entre le nord musulman et le sud, chrétien et animiste) et en RDC, de nombreuses régions d'Afrique, de la Sierra Leone au Soudan et du Liberia à la Somalie, sont encore la proie de conflits violents. Même dans les pays où la guerre est terminée ou dans lesquels la paix semble proche, les conséquences humaines, sociales et économiques à long terme des conflits armés constitueront selon toute probabilité un défi d'envergure pour la paix et le développement durables dans les pays et régions concernés. A la fin de l'année 2003, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) recensait en Afrique 4,3 millions de personnes dont la situation était préoccupante. La grande majorité d'entre elles étaient des réfugiés (plus de 3 millions), auxquels venaient s'ajouter de nombreuses PDI (plus de 500 000), des réfugiés rapatriés, des demandeurs d'asile et des apatrides. Six pays africains (Angola, Burundi, Soudan, Somalie, RDC et Liberia) figuraient parmi les dix premiers pays d'origine des principales populations de réfugiés en 2003, la grande majorité de ces populations cherchant refuge dans des pays africains voisins<sup>4</sup>. Par rapport au début de 2003, l'UNHCR a enregistré à la fin de l'année une diminution importante du nombre de réfugiés et de PDI (environ moins 300 000 et presque 200 000, respectivement), mais, depuis, la situation s'est aggravée du fait de l'instabilité qui règne toujours de l'ouest à l'est de l'Afrique, en passant pas les Grands Lacs, et surtout la gravité du conflit au Darfour (Soudan). D'après l'ONU, le conflit du Darfour a déjà fait 50 000 morts, 200 000 réfugiés, 1,5 million de PDI et,

<sup>2</sup> Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) intitulé « Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique », avril 1998.

<sup>3</sup> *SIPRI Yearbook 2003*, SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), chapitre 2, <http://www.sipri.se/pubs/yb03/ch02.html>.

<sup>4</sup> UNHCR, *2003 Global Refugee Trends*, Genève, 15 juin 2004.

d'après l'OMS, 10 000 personnes meurent chaque mois.

On a souvent imputé les conflits africains au colonialisme. Il est vrai que l'héritage colonial est en partie à l'origine de certaines causes profondes des conflits récents qu'a connus l'Afrique, mais il n'explique pas à lui seul l'histoire récente des pays africains. Le fait d'imposer des frontières qui ne correspondaient pas aux réalités sociales et ethniques de ces régions n'a certainement pas contribué à instaurer un sentiment d'unité nationale sur lequel les dirigeants politiques auraient pu se fonder. Par ailleurs, l'infrastructure économique dont ces pays ont hérité n'a fait que perpétuer la dépendance des anciennes colonies, étant donné qu'elle ne répondait pas à leurs exigences en tant que nouveaux États indépendants. Les populations autochtones, quant à elles, n'avaient pas acquis les compétences nécessaires pour se préparer de manière optimale à l'accession au statut d'État. La centralisation et, dans de nombreux cas, l'autoritarisme ont été les réponses politiques adoptées par de nombreux régimes post-coloniaux. La nature et la perception du pouvoir politique dans certains États africains étaient elles-mêmes source de conflit : la logique du « gagnant qui remporte tout » n'a pas favorisé le pluralisme politique, le partage du pouvoir ou les passations de pouvoir sans heurts. Le caractère multi-ethnique des populations dans la plupart des États africains a souvent entraîné une politisation de l'appartenance ethnique ; le génocide rwandais de 1994 en est l'un des exemples les plus extrêmes et le conflit dans l'ouest du Soudan, au Darfour, le cas le plus récent.

Pendant la guerre froide, en quête d'alliances en Afrique, les deux « blocs » ont soutenu et légitimé des régimes autoritaires, oppressifs et corrompus. Leur influence dans la région a souvent créé, nourri et perpétué des conflits (à travers une aide financière et militaire à certains gouvernements) lorsque cela allait dans le sens de leurs intérêts. Toutefois, leur influence a également permis de contenir certains conflits.

À la fin de la guerre froide, on a observé une diminution globale de l'aide et de l'intérêt économiques et politiques des grandes puissances et des pays occidentaux dans la région, y compris à l'égard de leurs anciennes colonies. La légitimité de nombreux régimes africains a commencé à être remise en question plus clairement, l'opposition nationale faisant davantage entendre sa voix et s'exprimant plus ouvertement. L'État lui-même était en crise : le manque de responsabilité et de transparence de la plupart des régimes africains, une corruption croissante, la mauvaise gestion des affaires publiques, une centralisation imposée et une bureaucratie inefficace, de mauvais choix économiques, l'incapacité à répondre aux besoins les plus fondamentaux des populations ont été observés presque partout. Dans de nombreux cas, l'État a de plus en plus souvent brillé par son absence, alors que les acteurs non étatiques, soutenus par des bailleurs de fonds internationaux, des organisations non gouvernementales et des agences de l'ONU, assumaient les responsabilités sociales.

Toutefois, ce nouvel environnement national et international a eu des conséquences diverses dans les différents pays et régions d'Afrique. Dans certains cas, il a enfin été mis un terme à des conflits de longue date et les parties sont convenues d'une transition paisible vers la démocratie. Certains pays d'Afrique australe en sont de bons exemples (la Namibie, le Mozambique et l'Afrique du Sud par exemple) et bien que l'on ne puisse prétendre que tous les pays de cette sous-région ont réalisé des progrès significatifs sur la voie de la paix et de la stabilité ou d'un pluralisme croissant, le tableau a été globalement plus positif qu'au cours des décennies précédentes. En revanche, d'autres régions d'Afrique ont sombré dans une période de tourmente et de violence internes, qui ont entraîné de violents conflits intra-étatiques.

À l'exception de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée, tous les grands conflits que l'Afrique a connus au cours de ces dix dernières années

ont été des conflits intra-étatiques. Cependant, ces conflits ont provoqué de graves problèmes dans les régions concernées et, dans certains cas, ont également alimenté des conflits dans des pays voisins. La prolifération de groupes et milices armés (auxquels des forces politiques extérieures ont parfois eu recours pour mener des guerres par personnes interposées dans des pays voisins, sans toujours les contrôler totalement) et l'incapacité des autorités étatiques (lorsqu'il n'y avait pas eu désintégration ou disparition de l'État) à contrôler leurs mouvements ou à limiter leur action à l'intérieur des frontières nationales, la prolifération d'armes de petit calibre et l'afflux croissant de réfugiés ont contribué à déstabiliser davantage la région et mettent à l'épreuve la capacité des États à gou-

verner. Le déclin économique et l'aggravation de la pauvreté en Afrique, ainsi que les conflits entre communautés liés à l'accès aux terres ou à l'eau ou au contrôle des ressources pétrolières et des importantes ressources minérales ont également été à l'origine de certains conflits internes et entre États ou y ont partiellement contribué.

Malgré cette toile de fond globalement sombre, l'évolution politique récente en Afrique subsaharienne montre certains signes positifs et, en tout état de cause, une volonté accrue des pays africains de s'attaquer à certains de leurs principaux problèmes et conflits dans la région. On peut espérer que la communauté internationale se joindra à cet effort et fournira l'aide nécessaire. Néanmoins, le défi est considérable et les risques de recul sont encore élevés.

